

Les révélations sur Stanislas et Oudéa-Castéra montrent que Parcoursup renforce les inégalités plutôt que de les effacer

Lucie Hennequin

[Life](#) 22/01/2024 19:00 Actualisé le 23/01/2024 00:35

Après les révélations de Mediapart sur la sélection en classe prépa de l'école Stanislas, des professionnels de l'éducation dénoncent le fonctionnement opaque de la plateforme Parcoursup, « machine à faire du tri social ».



DAMIEN MEYER / AFP Selon Mediapart, le fils aîné de la ministre de l'Éducation nationale, Amélie Oudéa-Castéra, figure parmi les élèves ayant bénéficié d'un « contournement » de Parcoursup pour entrer en prépa.

DAMIEN MEYER / AFP

Selon Mediapart, le fils aîné de la ministre de l'Éducation nationale, Amélie Oudéa-Castéra, figure parmi les élèves ayant bénéficié d'un « contournement » de Parcoursup pour entrer en prépa.

ÉTUDES SUPÉRIEURES - Les détracteurs de [Parcoursup](#) se sont vu servir un argument de choix sur un plateau. [Selon Mediapart, qui révèle les faits](#), le fils d'Amélie Oudéa-Castéra, nouvelle ministre de l'Éducation nationale, aurait bénéficié d'un « contournement » des règles de la plateforme pour [entrer en classe préparatoire à Stanislas](#). Parcoursup était pourtant censé favoriser une meilleure égalité des chances dans l'accès aux études supérieures.

Mais pour les enseignants et syndicats interrogés par *Le HuffPost*, l'affaire est une preuve de plus que le système d'orientation mis en place par l'ancien ministre Jean-Michel Blanquer [est en fait une « machine à faire du tri social »](#).



« *Il y a un discours d'affichage, qui peut paraître acceptable et partagé, mais la réalité est tout autre. Et nous savons depuis le départ que Parcoursup a été conçu comme un outil de tri social* », dénonce auprès du *HuffPost* Éric Nicollet, inspecteur de l'éducation nationale et secrétaire général du SUI-FSU.

« On gère les élèves comme un flux »

Parcoursup a été mis en place en 2018, à un moment où certaines filières universitaires étaient trop engorgées et devaient notamment recourir à des tirages au sort, argument régulièrement avancé par le gouvernement. Mais depuis son lancement, la plateforme est la cible de nombreuses critiques.

« *On est passés d'une logique où on adaptait l'offre à la demande – si une année il y avait beaucoup de candidats dans telle ou telle licence, on ouvrait des places –, à une logique où on adapte la demande à l'offre* », dénonce Isabelle*, enseignante en BTS derrière le compte [Prof En Colère](#) sur X. Le manque de flexibilité et l'absence de places dans certaines filières font que des étudiants n'obtiennent pas leur choix de prédilection et peuvent se retrouver dans un parcours par défaut, loin de chez eux, voire carrément sans option. « *On gère les élèves comme un flux. Et de fait, toutes les formations sont devenues sélectives* », complète l'enseignante.



Et à ce jeu-là, les plus précaires sont les moins bien lotis. D'abord parce que les résultats de Parcoursup s'étalent jusqu'au mois de juillet, ce qui pénalise les boursiers. « *Quand on n'a pas les moyens et qu'on veut une chambre du Crous, on est obligé d'accepter rapidement un vœu, même s'il est par défaut, pour pouvoir se loger et ne pas être coincé. Moins on a d'argent et moins on peut accéder aux études qu'on veut* », explique l'enseignante.

« Il existe plein de façons de tricher avec le système »

Les inégalités sociales s'expriment même dès le choix des vœux. Isabelle observe ainsi une différence dans la manière d'effectuer ses vœux, entre les élèves issus de classes sociales différentes. « *Les classes plutôt favorisées ont les codes et font tous les vœux avec des stratégies larges en termes de villes et de formations. Et plus on descend dans les catégories sociales, moins les élèves font de vœux, expose-t-elle. Pour plein de raisons : financières et parce qu'ils n'ont pas forcément le réflexe de multiplier les vœux pour multiplier leurs chances.* »

Autre écueil : certains établissements, comme le montre l'exemple de Stanislas, ne jouent pas le jeu de Parcoursup. « *C'était censé créer l'anonymat, l'égalité des chances, diminuer l'élitisme à la française, tout ça est complètement bidon* », assène Arnaud Fabre, professeur de lettres classiques et administrateur national du mouvement des Stylos Rouges. [Le rapport de l'Inspection générale de l'Éducation nationale](#), dévoilé [cette semaine par Mediapart](#), révèle qu'à Stanislas, « *certains élèves sont incités à renoncer à leurs autres vœux dans Parcoursup* » en échange de la « *garantie d'être admis* » en classe préparatoire au sein de l'établissement.



« *L'école accepte directement ces dossiers, sans même étudier les autres. Ça se fait aussi ailleurs, à partir du moment où la formation est payante. L'établissement s'arrange avec les parents* », affirme Arnaud Fabre.

L'anonymat de Parcoursup peut être facilement contourné, selon les professionnels interrogés. « *Quand ils s'inscrivent sur Parcoursup, les élèves ont un numéro candidat, qui est le même que l'on voit côté recruteur. Donc il suffit de le demander aux élèves. Il y a plein de façons de contourner l'anonymat, si on veut tricher avec le système. Ce n'est donc pas un bon outil* », résume l'enseignante de BTS.

Du « pain béni » pour les formations privées

Pour Arnaud Fabre, outre le fait que des établissements comme Stanislas « *sont restés sur le système ancien et court-circuitent Parcoursup* », le problème est que le système actuel de Parcoursup pousse de plus en plus d'élèves et de familles à se tourner vers le privé, notamment le privé hors contrat par peur de se retrouver sans rien.



« *Une bonne partie des écoles privées attirent des parents et des élèves en disant : nous, on est hors Parcoursup*, souligne Arnaud Fabre. *Ce qui renforce l'élitisme par l'argent. C'est beaucoup plus grave que l'élitisme par le niveau, qui existe partout et a toujours existé.* » Une opinion que partage Isabelle. « *C'est du pain béni pour les formations privées, qui explosent. On est en train de créer une éducation à deux vitesses. Seuls les élèves qui ont les moyens peuvent s'extraire du système* » dénonce-t-elle.

Pour les professionnels interrogés, supprimer Parcoursup serait un premier pas mais ne suffirait pas à garantir une réelle égalité des chances. « *Le cas de Stanislas est juste un exemple de plus, qui n'est pas surprenant. Depuis que Parcoursup existe, nous demandons que la plateforme soit supprimée – ou considérablement améliorée – et que le fonctionnement de ses algorithmes et les critères de sélection des différents établissements soient rendus publics* », réclame Éric Nicollet.

Pour ces professionnels de l'éducation, c'est plutôt dans l'enseignement supérieur public et gratuit

qu'il faut investir. « *Pour une vraie égalité des chances, il faudrait faire en sorte de ne pas sabrer l'enseignement supérieur, d'avoir une vraie volonté d'en faire quelque chose et ne pas être dans une logique de privatisation de l'université et des formations post-bac* », conclut Isabelle.

**Le prénom a été modifié.*

À voir également sur *Le HuffPost* :